



# EQUALITY REPORT CARD FICHE DE RENDEMENT SUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES



## Introduction

La fiche de rendement sur l'égalité est un élément servant à évaluer les progrès de notre province en ce qui a trait à nos objectifs en matière d'égalité des femmes. Le but du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É. est de travailler de concert avec le gouvernement pour aider la province à obtenir d'excellents résultats dans tous les secteurs prioritaires.

Les actions prioritaires et autres considérations évaluées dans la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes 2013 ont été établies pour le mandat actuel du gouvernement qui a débuté en 2011. Les fiches de rendement sur l'égalité des femmes pour le dernier mandat du gouvernement ont été publiées en 2008 (projet pilote), 2009 et 2011, selon un modèle différent.

**La Fiche de rendement sur l'égalité des femmes 2015 utilisera les résultats de 2013 comme référence.**

## Contents

Évaluation globale	... 1
Priorité accordée à l'égalité	... 3
Pouvoir de décision chez les femmes	... 4
Prévention de la violence	... 5
Accès à la justice	... 6
Santé des femmes	... 7
Appuis pour la prestation de soins	... 8
Éducation et formation des adultes	... 9
Diversité et inclusion	... 10
Situation économique des femmes	... 11
Notes relatives au processus	... 12

## Barème de notation

### Domaines d'actions prioritaires

- Non accomplie – 0 point
- En cours – ½ point
- Accomplie – 1 point

### Autres considérations

- Grande dégradation – 1 point
- Légère dégradation – 2 points
- Aucun changement – 3 points
- Légère amélioration – 4 points
- Grande amélioration – 5 points

**Supplément** – 1 point chacun

**Évaluations fondées sur de l'information mise à jour au 31 mai 2013.**

## Évaluation globale 2013

Selon la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes 2013, le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard obtient la note de **C** en ce qui a trait aux progrès réalisés par rapport aux objectifs en matière d'égalité des femmes.

# C

- 20.5 points sur une possibilité de 45 pour les initiatives identifiées par le Conseil consultatif sur la situation de la femme comme des DOMAINES D' ACTIONS PRIORITAIRES.  
*Ces domaines d'actions prioritaires ont été choisis parmi les recommandations du Conseil consultatif qui ont été faites au gouvernement dans les fiches précédentes, les comptes rendus et mémoires, les guides relatifs aux politiques ainsi que lors de rencontres officielles. Certaines recommandations datent de plusieurs années.*
- 33 points sur une possibilité de 45 pour les AUTRES CONSIDÉRATIONS dans chaque catégorie.  
*Ces considérations comprennent des initiatives présentées par le gouvernement et appuyées par le Conseil en tant que bonnes pratiques à l'appui des objectifs d'égalité.*
- 10 points en SUPPLÉMENT sur une possibilité de 10  
*On met en évidence des projets et des initiatives d'excellente qualité qui proposent des bonnes pratiques permettant de continuer à améliorer la situation des femmes et des filles ainsi que de leurs familles à l'Île-du-Prince-Édouard.*
- **LE POINTAGE TOTAL DE 63.5 SUR UNE POSSIBILITÉ DE 100 POINTS CORRESPOND À UNE NOTE GLOBALE DE C.**



## Que signifie un C?

Le Conseil consultatif attribue la lettre D au statu quo; le **C** représente donc de petites, mais importantes mesures.

Certaines mesures visant l'égalité des femmes sont, en effet, assez substantielles. Parmi les plus importantes, notons les suivantes :

- ↗ travail d'envergure national sur l'analyse du genre et de la diversité;
- ↗ appui important du leadership des femmes dans le secteur public;
- ↗ suivi systématique des investissements et des initiatives qui appuient l'éducation et les soins des jeunes enfants et les fournisseurs de soins;
- ↗ attention constante aux protocoles d'abus familiaux qui répondent aux besoins des victimes;
- ↗ système de triage qui améliore l'interaction des familles avec les tribunaux en droit familial;
- ↗ d'importants investissements pour le logement abordable;
- ↗ engagement à l'amélioration des politiques en matière de diversité et des programmes spécialisés pour des groupes variés;

Ces importants engagements se produisent dans des temps de contrainte économique pour les femmes et les familles. La pauvreté et les autres vulnérabilités exposeront un grand nombre des lacunes dans les programmes et services.

- ⇒ manque de cibles, d'échéanciers ou de vision dans un plan d'action sociale pour réduire la pauvreté, ainsi qu'un manque de participation et d'action de la part des ministères;
- ⇒ coupures de 3 % en 2012 pour les organisations non gouvernementales qui fournissent des services essentiels de première ligne;
- ⇒ lacunes considérables en termes d'appui dans le domaine de la santé des femmes, surtout en matière de santé sexuelle et reproductive;
- ⇒ manque d'analyses axées sur les sexes dans le domaine de la planification du développement économique;
- ⇒ plan de développement rural qui n'améliore pas l'égalité des femmes;
- ⇒ services et programmes sociaux qui continuent de dépouiller les gens de leur dignité.

**Des initiatives à venir pourraient servir à combler certaines des lacunes actuelles. Le Conseil consultatif sur la situation de la femme a hâte d'examiner l'étude des systèmes de santé mentale et de toxicomanie. Un programme de couverture des coûts exorbitants en médicaments a été annoncé et pourrait énormément aider les familles. Nous anticipons également un engagement à la mise à jour du profil statistique des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard afin de fournir une base solide pour l'analyse axée sur les sexes. Nous anticipons avec plaisir l'occasion de travailler avec le gouvernement en vue d'obtenir de meilleurs résultats en 2015. Il y a de quoi s'inspirer.**

## Priorité accordée à l'égalité

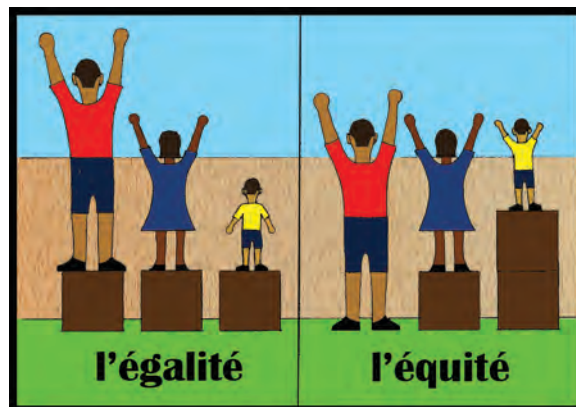
*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il respecte sa promesse d'évaluer l'incidence des lois, des politiques et des budgets existants et éventuels sur la vie quotidienne des femmes, des hommes et de divers groupes. Il doit donc appliquer une analyse axée sur les sexes et la diversité dans la planification, l'évaluation, les processus décisionnels, les pratiques de gestion et la culture organisationnelle.*

ACTIONS PRIORITAIRES	
Questionnaires de la Fiche de rendement sur l'égalité remplis par tous les ministères	Accomplie
Démonstration que la stratégie de réduction du Plan d'action sociale pour réduire la pauvreté comprend une analyse axée sur les sexes et la diversité	En cours
Engagement à mettre à jour le profil statistique des femmes de 2010 – y compris l'établissement de dates cibles	En cours
Formation sur l'analyse axée sur les sexes et la diversité mise à l'essai et évaluée par des cadres supérieures du ministère des Services communautaires et des Aînés	Accomplie
Exemple concret de l'application d'une analyse axée sur les sexes et la diversité d'au moins la moitié des ministères	Accomplie

### Supplément



Plus grande VISIBILITÉ ACCORDÉE AU RÔLE DE LA MINISTRE RESPONSABLE DE LA SITUATION DE LA FEMME, notamment des déclarations à l'Assemblée législative, la tenue d'événements publics, des conférences lors d'événements et l'exercice de leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales.



Le travail remarquable et dévoué de la ministre responsable de la situation de la femme et du Secrétariat interministériel aux affaires féminines marque une tendance généralisée à effectuer davantage et mieux une analyse axée sur les sexes et la diversité. Une bonne analyse axée sur les sexes et la diversité permet de jeter des bases solides en vue d'atteindre les objectifs en matière d'égalité des femmes. Le succès remporté par le gouvernement dans cette catégorie est un signe que toutes les catégories et toutes les notes pourraient connaître une amélioration la prochaine fois que la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes sera produite – tant que les décisions du gouvernement tiendront compte de cette analyse.

Grande dégradation  
Légère dégradation  
Aucun changement  
**Légère amélioration**  
Grande amélioration



## Pouvoir de décision chez les femmes

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il encourage activement la nomination de femmes. Nous attendons aussi qu'il élimine les obstacles au leadership pour les femmes nommées et élues dans des postes décisionnels et dans le secteur public.*

ACTIONS PRIORITAIRES	
Augmentation du nombre de femmes au sein du Conseil exécutif	Non accomplie
Augmentation du nombre de femmes nommées à des postes au sein d'organismes, de conseils et de commissions	Non accomplie
Augmentation du nombre de femmes nommées à la présidence ou à la vice-présidence d'organismes, de conseils et de commissions	En cours
Établissement d'objectifs précis, annoncés au public, quant au sexe et à la diversité dans le cadre de nominations au sein d'organismes, de conseils et de commissions	En cours
Proportion plus équilibrée de femmes étant cadres et de femmes au sein du personnel dans les ministères où les femmes ont tendance à être sous-représentées au sein de la direction et/ou dans lesquels elles occupent des emplois non traditionnels	Accomplie



### Supplément



L'accent mis par les Affaires municipales sur la **PARTICIPATION DES FEMMES À TITRE DE CANDIDATES ET D'ÉLECTRICES** lors des élections municipales en 2012 a été un fait saillant.

**Le gouvernement provincial fait preuve de leadership en appuyant la présence des femmes dans des postes décisionnels au sein de la fonction publique. Les bons emplois occupés par les femmes dans le secteur public ainsi que l'engagement envers les objectifs d'équité et de diversité dans ce secteur donne l'exemple dans une province où les bas salaires ainsi que le travail saisonnier et précaire prédominent dans d'autres secteurs. Les améliorations apportées au niveau de l'égalité des femmes dans la fonction publique sont bénéfiques pour de nombreuses familles de l'île.**

Grande dégradation  
Légère dégradation  
Aucun changement  
**Légère amélioration**  
Grande amélioration



## Prévention de la violence

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il travaille à mettre fin à la violence envers les femmes et les enfants et à toute forme de violence familiale en fournissant et en appuyant des programmes et des services visant la prévention de la violence et offrant un soutien aux victimes de violence.*



ACTIONS PRIORITAIRES	
Financement de base accru pour PEI Family Violence Prevention Services Inc., le Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle ou d'autres organismes communautaires qui contribuent à la prévention de la violence ou aident les victimes de violence	Non accomplie
Exemple de formation accrue pour les policiers et les intervenants du système de justice portant sur l'intervention en matière de violence familiale, de violence dans les relations et de la violence envers les femmes et les enfants	Accomplie
Élaboration et application de nouveaux protocoles relatifs à la violence envers les femmes, ou exemple de protocoles existants mis à jour, améliorés ou évalués	Accomplie
Exemple de programmes, de renseignements et d'appuis améliorés ou spécialisés pour les victimes de violence familiale, de violence dans une relation ou de violence envers les femmes et les enfants appartenant à des groupes particuliers	Accomplie
Mesures et/ou ressources servant à permettre aux intervenants du domaine de la protection des adultes d'offrir plus d'aide aux adultes se trouvant dans une situation délicate	En cours

« La prévention des mauvais traitements à l'égard des aînés implique une augmentation du nombre d'heures ou du personnel consacrés à la protection des adultes. Il faudrait aussi des programmes quelconques à l'intention des adultes qui sont vulnérables, mais pas mentalement incapables. »  
 – Membre du Conseil consultatif

### Supplément



Le **PROJET LES FILLES ET LA CYBERSÉCURITÉ** (cybersafegirl.ca) fournit des ressources bilingues aux filles et aux parents sur la sécurité en ligne. Il a été mis sur pied par les ministres du Canada atlantique responsables de la condition de la femme, et mise sur de bons processus inclusifs et l'expression de multiples points de vue.



Initiatives visant à **PRÉVENIR LA TRAITE DE PERSONNES**, y compris des ateliers à l'intention des fournisseurs de services et la publication imminente du Guide d'intervention en matière de traite de personnes de l'Île-du-Prince-Édouard.

**Le gouvernement provincial continue de faire du bon travail en ce qui concerne la prévention et l'élimination de la violence envers les femmes et les filles, notamment par l'entremise du Comité d'action du premier ministre pour la prévention de la violence familiale, de la coordonnatrice en matière de prévention de la violence familiale, du Service de protection des adultes et du Service d'aide aux victimes. Au-delà de son rôle, la province compte énormément sur les organismes communautaires pour accomplir le travail de prévention et offrir les services aux victimes. Les ressources à la disposition de ces services communautaires sont insuffisantes.**

Grande dégradation  
 Légère dégradation  
 Aucun changement  
**Légère amélioration**  
 Grande amélioration





## Accès à la justice

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il accorde une grande priorité à l'accès à la justice des femmes et des familles, particulièrement en matière de droit de la famille, et qu'il fournisse et appuie des programmes et des services qui aident les personnes à recevoir de l'aide pour leurs problèmes d'ordre juridique.*



ACTIONS PRIORITAIRES	
Mise en place d'un projet pilote pour un tribunal traitant les causes liées à la violence familiale	En cours
Mesures pour accroître les ressources offertes pour la médiation familiale, la consultation et la résolution de conflits avant que les familles se présentent en cour	En cours
Accès accru aux avocats de l'aide juridique en droit de la famille	Non accomplie
Mesures visant à établir un protecteur des enfants provincial qui aurait entre autres comme mandat de défendre les enfants dont la famille a des démêlés avec le système de justice familiale	Non accomplie
Mesures visant à créer et à mettre en place un système de triage pour les affaires relevant du droit de la famille	Accomplie

« Il n'y a pas d'aide financière pour des services d'avocats ou d'aide juridique pour les femmes qui ont un modeste revenu. Ce manque d'accès provoque des retombées catastrophiques, puisque des femmes endurent de la violence familiale ou des relations malsaines causées par une incapacité d'avoir accès à une justice. »  
– Participante aux groupes de discussion

### Supplément



Le nouveau **PROTOCOLE PROVINCIAL D'INTERVENTION DANS LES CAS DE VIOLENCE SEXUELLE À L'ÉGARD DES ENFANTS** est une réalisation de premier plan et le processus s'est aussi révélé important : l'Î.-P.-É. est le seul endroit où des groupes des Premières nations ont participé activement à la création d'un protocole.



Le **GIRL'S WORK PROJECT** offrait de la formation à tous les membres du personnel des Services de justice pour la jeunesse à propos de stratégies propres à chaque sexe misant sur une approche fondée sur les forces, la sensibilité aux traumatismes et la compétence culturelle.

**L'accès à la justice demeure un domaine où l'on effectue de l'excellent travail pour faire face à une forte demande. Dans son état actuel, le système ne parviendra jamais à suivre le rythme de la demande. C'est pourquoi le travail visant à proposer des solutions de rechange – lorsqu'elles sont sûres et appropriées – est des plus prioritaires pour le Conseil consultatif. En même temps, nous devons promouvoir un accès convenable au système judiciaire actuellement en place.**

Grande dégradation

Légère dégradation

Aucun changement

**Légère amélioration**

Grande amélioration





## Santé des femmes

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il maintienne un système de soins actifs solide. Nous attendons aussi qu'il réduise les charges futures qui pèseront sur le système en continuant de travailler à la promotion du mieux-être et de la santé. Pour améliorer le mieux-être, nous attendons du gouvernement qu'il favorise une approche holistique de la santé et qu'il tienne compte des déterminants sociaux de la santé, comme le revenu, le sexe, la langue et la culture.*



ACTIONS PRIORITAIRES	
Appui accru pour les personnes âgées quant au prix des médicaments d'ordonnance	En cours
Examen du financement et des services dans le domaine de la santé mentale, particulièrement au niveau communautaire, tel que recommandé par le vérificateur général	En cours
Financement accru pour les services de toxicomanie, permettant par exemple la création de plus de services de réadaptation, d'établissement de soins prolongés et de centre de réadaptation – dans des endroits accessibles - dans les collectivités de l'île	Non accomplie
Travail continu pour la mise en place du programme SANE (programme d'examen des victimes d'agression sexuelle par du personnel infirmier) et appui du programme	En cours
Mesures visant à accroître les droits en matière de reproduction à l'Île-du-Prince-Édouard	Non accomplie

« Les frais de déplacement et d'hébergement en dehors de l'Île lorsque les soins de santé ne sont pas offerts ici posent de graves problèmes aux familles. »  
 « La santé (maladie) ne devrait jamais être mise en attente par manque de ressources financières. » – Participantes aux groupes de discussion

### Supplément



Par l'entremise de Santé Î.-P.-É. et de partenaires, un projet pilote (Canadian Association for Mental Health National Youth Screening Project) a eu lieu à l'Î.-P.-É. en vue de trouver des façons pour les ministères et les organismes communautaires de **COLLABORER AFIN D'AIDER LES JEUNES À RISQUE SUSCEPTIBLES DE DÉVELOPPER DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE OU DE TOXICOMANIE.**

**Compte tenu du fait que le budget de la santé représente une partie aussi énorme du budget global de la province et que les discussions au sujet de l'avenir des services de santé à l'Île-du-Prince-Édouard sont des plus intenses, il manque encore de défenseurs des préoccupations des femmes en matière de santé. Notre Conseil attend avec impatience le rapport d'examen des services de santé mentale et de toxicomanie que nous analyserons attentivement. Entre-temps, le Conseil est atterré que l'Î.-P.-É. continue d'ériger des obstacles importants qui empêchent les femmes de s'attaquer aux problèmes de santé en matière de sexualité et de reproduction.**

Grande dégradation  
 Légère dégradation  
**Aucun changement**  
 Légère amélioration  
 Grande amélioration



## Appuis pour la prestation de soins

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il accorde de l'importance au travail souvent non rémunéré ou sous-payé des personnes, qui sont souvent des femmes, offrant des soins aux enfants et aux adultes, y compris aux personnes âgées. Pour permettre aux personnes qui fournissent des soins de participer pleinement à la société de la province, le gouvernement doit mettre en place des politiques qui appuient la prestation de soins, au lieu de la rendre difficile.*



ACTIONS PRIORITAIRES	
Financement accru pour les soins à domicile pour personnes âgées et/ou pour les programmes de soins de relève pour les personnes qui leur offrent des soins	En cours
Accès accru à des services de garde, particulièrement pour les enfants en bas âge, pour les familles de la province	Accomplie
Maintien des investissements dans les soins et l'éducation de la petite enfance visant à accroître leur qualité et leur accessibilité, entre autres sur le plan financier, et axé sur le développement de l'enfant	Accomplie
Subventions accrues de services de garde d'enfants pour les familles à faible revenu	En cours
Mesures visant la mise en place du programme Triple P – Positive Parenting Program (programme pour le parentage positif) à l'Île	En cours

« Comme mère, ce qui m'a beaucoup aidée c'est la subvention pour les services de garde... Sans cela je n'aurais pas pu travailler, c'est certain. »  
– Participante aux groupes de discussion

Supplément



Le  
PERIOD

**OF PURPLE CRYING PROGRAM** est un programme provincial visant à renseigner les parents et les fournisseurs de soins sur les pleurs des nourrissons et sur les dangers de secouer un bébé, dans le but de prévenir les traumatismes crâniens non accidentels. Soutenir les fournisseurs de soins prévient aussi la violence!

**Les services éducatifs et de garde continuent d'être des domaines d'investissement importants, et ces investissements continuent d'aider à soutenir les femmes et leurs familles. Il est très clair que nous récolterons des bénéfices à long terme en soutenant les enfants au cours de la petite enfance et leurs familles. Compte tenu des pressions exercées sur le système hospitalier de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'explosion de la population d'ânés, il est urgent d'accorder une attention particulière à l'amélioration des options en matière de soins à domicile.**

Grande dégradation

Légère dégradation

Aucun changement

**Légère amélioration**

Grande amélioration



## Éducation et formation des adultes

*Nous attendons du gouvernement qu'il continue d'appuyer l'accès équitable à l'éducation et à la formation pour les femmes, particulièrement dans les domaines où les femmes sont sous-représentées et dans les domaines sur lesquels est axé le développement économique.*



### ACTIONS PRIORITAIRES

<b>Exemple de financement de programmes qui accroissent la participation des femmes dans les métiers et le domaine de la technologie</b>	<b>En cours</b>
<b>Exemple d'appuis accrus pour les femmes et les groupes sous-représentés visant l'acquisition de compétences dans des domaines de développement économique prioritaires (aérospatiale, technologie de l'information, biotechnologie) et/ou des domaines traditionnels (agriculture, pêche, tourisme)</b>	<b>Non accomplie</b>
<b>Financement accru des programmes et des services qui contribuent à l'amélioration des niveaux de littératie et de numératie des adultes</b>	<b>Non accomplie</b>
<b>Exemple de programmes et de services de Compétences Î. P. É. qui sont axés sur l'acquisition de compétences donnant accès à des emplois à long terme non saisonniers</b>	<b>En cours</b>
<b>Mesures visant la création d'un système de transport en commun à l'échelle provinciale afin d'accroître l'accès à l'éducation, à la formation, à l'emploi et aux services</b>	<b>En cours</b>

« Il faut une formation poussée pour accéder à presque tous les emplois de nos jours – serveur, travailleur routier, tout. Beaucoup d'emplois nécessitent une formation que je n'ai pas. »

– Participante aux groupes de discussion

**Les investissements visant les étudiants et les établissements de niveau postsecondaire, notamment les universités, sont importants et bénéfiques pour les femmes. L'éducation et la formation qui améliorent les compétences essentielles permettant d'obtenir un bon emploi sont aussi primordiales pour les femmes et leurs familles. Pour tirer profit de ces investissements, les femmes ont besoin de services publics d'appoint, notamment en matière de transport en commun et de garderie, qui rendront l'éducation et la formation plus accessibles pour tout le monde.**

Grande dégradation  
Légère dégradation  
**Aucun changement**  
Légère amélioration  
Grande amélioration



## Diversité et inclusion

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il aille chercher la participation de la population de plus en plus diversifiée de la province et qu'il prenne des mesures afin de faire participer les divers groupes et les personnes vulnérables de la province à la vie sociale, culturelle, économique et démocratique.*

### ACTIONS PRIORITAIRES

Attention particulière accordée à l'inclusion sociale et à la participation démocratique dans le Plan d'action sociale pour réduire la pauvreté dans le but de répondre aux besoins des groupes vulnérables	Non accomplie
Démonstration d'une consultation accrue des groupes minoritaires et sous-représentés afin de faire en sorte que les politiques et les lois tiennent compte de tous les Insulaires	En cours
Mesures visant la mise en place d'un ombudsman étant un agent indépendant de l'Assemblée législative et ayant pour mandat d'enquêter de façon indépendante sur les plaintes (et aussi d'assurer l'application d'un code de conduite pour les élus)	Non accomplie
Financement accru pour les programmes d'emploi et de développement économique qui favorisent la participation au marché du travail des personnes ayant une incapacité	En cours
Modification des lois afin de limiter la prise de décision au nom d'autrui et de permettre l'aide à la prise de décision	En cours

### Supplément



Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance met en évidence des **RÉSULTATS D'APPRENTISSAGE QUI FAVORISENT L'ÉGALITÉ, LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION** et qui tiennent compte des expériences, intérêts, réalisations et points de vue d'élèves de tous sexes et aux antécédents variés.



Tous les ministères ont été capables d'exprimer comment la diversité et l'inclusion sont importantes pour accomplir leur travail avec succès et d'une façon positive pour les Insulaires. Il est plus difficile de vérifier dans les faits que les ministères reconnaissent les éléments communs en ce qui concerne les sexes et la diversité. Compte tenu de la manière dont de nombreux Insulaires sont exclus et privés de leurs droits à cause de la pauvreté, l'absence d'un plan d'action social assorti d'échéances et de cibles significatives, et le manque de leadership en matière de réduction de la pauvreté aux plus hauts échelons du gouvernement constituent des obstacles à une inclusion sociale valable.

Grande dégradation  
Légère dégradation  
Aucun changement

**Légère amélioration**

Grande amélioration



## Situation économique des femmes

*Nous attendons du gouvernement provincial qu'il place au cœur de ses priorités l'amélioration de la santé, de la dignité et du bien-être des Insulaires qui doivent vivre avec un revenu insuffisant. Un revenu insuffisant est un revenu qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins de base dans la santé et la dignité et de faire face aux urgences. Nous demandons instamment au gouvernement de consulter les organismes communautaires et les Insulaires ayant un faible revenu et de collaborer avec eux dans la mise en œuvre du Plan d'action sociale pour la réduire la pauvreté.*



ACTIONS PRIORITAIRES	
Taux d'aide sociale accru qui permet aux individus et aux familles d'atteindre le seuil de la pauvreté	Non accomplie
Financement accru pour les logements abordables, accessibles et adéquats, ainsi que pour leur construction, y compris les logements qui conviennent aux personnes âgées et améliorent l'accès à des logements abordables pour les personnes seules et les personnes sans jeunes enfants	En cours
Exemple de politiques qui contribuent à la sécurité alimentaire, en particulier pour les groupes vulnérables (comme les personnes âgées, les gens ayant un revenu fixe, les personnes ayant une incapacité, les parents seuls et les nouveaux arrivants)	Non accomplie
Consultation et collaboration suffisantes avec les individus et les organismes communautaires dans le cadre du Plan d'action sociale pour réduire la pauvreté, et établissement d'objectifs et d'échéances	Non accomplie
Amélioration des normes d'emploi (y compris le salaire minimum) pour les travailleurs non syndiqués	En cours

« Parfois, je saute des repas afin que les enfants aient assez à manger. C'est vraiment un défi d'acheter des aliments sains. »  
 « Je mange moins que je le souhaiterais. »  
 – Participante aux groupes de discussion

### Supplément



Le gouvernement prend des **MESURES RELATIVES AUX LOGEMENTS ABORDABLES ET ACCESSIBLES**. Toutefois, il est nécessaire de poursuivre la planification et les investissements pour répondre à des besoins de plus en plus criants.

Plan d'action sociale pour réduire la pauvreté a mis en lumière ce qui a été accompli par le gouvernement dans le passé. Même face à une intensification des pressions économiques, on fait preuve de peu de vision pour l'avenir en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et son élimination à l'Île-du-Prince-Édouard. Le gouvernement ne semble pas être d'accord avec nous sur le fait que nous avons une responsabilité collective, par l'entremise de notre gouvernement, d'accorder la priorité la plus élevée à nos citoyens les plus vulnérables et de les soutenir afin qu'ils puissent vivre dans la dignité.

Grande dégradation  
 Légère dégradation  
**Aucun changement**  
 Légère amélioration  
 Grande amélioration



## Notes relatives au processus

### Un processus de collaboration équitable

- Le Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Î.-P.-É. a établi des actions prioritaires et un modèle simplifié pour la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes 2013 et, en juillet 2012, a distribué le modèle proposé, le calendrier et les critères d'évaluation à tous les ministères.
- Chaque ministère a rempli un questionnaire au sujet des mesures qu'il avait déjà prises pour soutenir l'égalité des femmes et la diversité.
- Tous les membres du Conseil ont examiné l'information obtenue grâce aux ministères et aux recherches du Conseil, et ont fait connaître leur propre évaluation au moyen d'un sondage.
- Le personnel du Conseil consultatif a tenu des groupes de discussion et des consultations surtout avec des femmes qui ne sont pas représentées par des organismes communautaires que le Conseil consulte habituellement pour la fiche de rendement sur l'égalité des femmes.
- À l'aide des résultats du sondage et des commentaires du groupe de discussion, les membres du Conseil ont établi des cibles provisoires dans chaque secteur prioritaire lors d'ateliers de coopération fondés sur le consensus. Les membres ont aussi donné des orientations pour l'analyse appuyant chaque cible.
- Le personnel du Conseil a communiqué les cibles provisoires et l'analyse à des représentants du gouvernement pour obtenir des corrections, des mises à jour et d'autres types de suggestions.
- Les membres et le personnel du Conseil ont communiqué les cibles provisoires et l'analyse à des membres de la collectivité et à des organismes communautaires pour obtenir des corrections, des mises à jour et d'autres types de suggestions.
- Les membres du Conseil ont apporté tous les changements qu'ils croyaient nécessaires en ce qui avait trait aux cibles et à l'analyse, en tenant compte de la rétroaction et de la nouvelle information fournies par le gouvernement et la collectivité.
- Le personnel du Conseil a mis la touche finale à la fiche de rendement sur l'égalité et l'a publiée.

### À propos des groupes de discussion

- Un groupe de discussion s'est déroulé en français et réunissait surtout des femmes acadiennes.
- Un autre groupe a été tenu dans la communauté autochtone et réunissait surtout des jeunes parents.
- Le Cercle des présidentes qui constitue une consultation annuelle des anciennes présidentes et de la présidente actuelle du Conseil consultatif sur la situation de la femme, a servi de groupe de discussion supplémentaire pour la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes.
- Globalement, les groupes de discussion ont réuni plus de 25 femmes et deux hommes, des jeunes aux personnes âgées, qui provenaient à parts égales de collectivités urbaines et rurales. Au cours des groupes de discussion, au moins un participant a indiqué qu'il avait vécu sur le plan personnel et/ou familial une expérience liée à la violence, à des mauvais traitements, à une séparation ou un divorce, à un handicap, à la maladie mentale, à la toxicomanie, à d'autres sortes de problèmes de santé, à la pauvreté, au chômage, à un logement dangereux, à l'insécurité alimentaire, aux responsabilités de prestation de soins, au système judiciaire et/ou à de la discrimination fondée sur le sexe. On n'a pas demandé aux participants d'indiquer leur âge exact, leurs compétences, leur origine ethnique, leur orientation sexuelle ni aucun autre repère de diversité.





- Les participantes à un atelier sur l'équité en matière de santé qui ont assisté à une présentation sur la Fiche de rendement sur l'égalité des femmes ont été invitées à faire connaître leurs priorités pour assurer l'équité en santé. Sept courtes réponses écrites ont été fournies lors de cette consultation.

### **Remerciements**

Les membres et le personnel du Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île-du-Prince-Édouard aimeraient remercier les nombreux groupes de la collectivité et du gouvernement qui ont fourni de l'information pour ce rapport. Nous remercions également les personnes qui ont reçu et révisé en tout ou en partie des ébauches de ce rapport et qui nous ont fourni des corrections, des commentaires, des renseignements et des analyses au cours de la préparation de cette fiche de rendement sur l'égalité. Nous reconnaissons en particulier le temps que des gens et des groupes ont offert à titre bénévole.

### **Au sein du gouvernement et en politique :**

- Les représentants de tous les ministères du gouvernement, ainsi que des bureaux du Conseil exécutif, du Secrétariat interministériel aux affaires féminines et de la Commission de la fonction publique.
- Le premier ministre, la ministre responsable de la situation de la femme, ainsi que tous les ministres et les sous-ministres du gouvernement.
- Chefs de l'opposition, les critiques en matière d'affaires féminines et/ou les comités pour les femmes.

### **Au sein du secteur bénévole et des organisations communautaires :**

Les représentants d'organismes communautaires à qui l'on a demandé d'examiner des parties de l'ébauche de la fiche de rendement sur l'égalité des femmes. La plupart des groupes suivants ont fourni des commentaires :

Aboriginal Women's Association	Services de prévention de la violence familiale
Abortion Rights Network	Projet Justice Options for Women
Actions Femmes	Literacy Alliance
ALERT	Mi'kmaq Family Resource Centre
Association des nouveaux arrivants	People First
Refuge Chief Mary Bernard Memorial	Public Transit Coalition
Women's Shelter	Centre d'aide aux victimes de viol et d'agression sexuelle
Citizen Advocacy	Senior Citizens' Federation
Coalition for Women in Government	Syndicat des employés de la fonction publique
Community Legal Information Association	Réseau des femmes de l'Î.-P.-É.
Institut Cooper	Groupe de travail pour un revenu décent
Conseil des personnes handicapées	
SCFP	
Association pour le développement de la petite enfance	
Centre d'information pour les femmes de Prince-Est	

Merci ...

- Les femmes de la collectivité qui ont été consultées par des membres du Conseil pour obtenir leurs commentaires et leurs points de vue.
- Les femmes qui ont communiqué avec le Conseil consultatif sur la situation de la femme pour faire part de leurs expériences et aider à cerner les lacunes dans les politiques, les services et la législation qui influent sur leur vie.
- Les participants au groupe de discussion dont l'analyse a complété celle du Conseil et a permis de fonder sur la réalité la fiche de rendement sur l'égalité des femmes.





**Conseil consultatif sur la situation de la femme de l'Île-  
du-Prince-Édouard**

**(PEI Advisory Council on the Status of Women)**

Sherwood Business Centre (161, Rue St Peter's)

C.P. 2000

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8

(902) 368-4510

[info@peistatusofwomen.ca](mailto:info@peistatusofwomen.ca)

[www.gov.pe.ca/acsw](http://www.gov.pe.ca/acsw)

[peiacsw.wordpress.com](http://peiacsw.wordpress.com)

[facebook.com/peistatusofwomen](https://facebook.com/peistatusofwomen)

[vimeo.com/peistatusofwomen](https://vimeo.com/peistatusofwomen)

[@peiacsw](https://twitter.com/peiacsw) (Twitter)